LE MONDE – 19 GIUGNO 2024

L’union des droites de Giorgia Meloni en Italie, modèle pour le RN

di Allan Kaval

L’éventualité, ouverte par la dissolution de l’Assemblée nationale et les élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet, de voir arriver au pouvoir un exécutif dominé par le Rassemblement national (RN) impose de porter son regard au-delà des Alpes. A Rome, une coalition de droite et d’extrême droite gouverne sous l’égide de la présidente du conseil, Giorgia Meloni, depuis octobre 2022. Les familles politiques qui la composent reflètent, avec des équilibres différents, la convergence d’une partie des droites françaises.

A Paris, l’alliance en cours de construction réunit le RN, Marion Maréchal et Eric Ciotti. Ces trois composantes, issues des familles souverainiste, nationale-conservatrice et populaire correspondent à trois groupes distincts au Parlement européen et reflètent précisément les trois composantes de l’exécutif italien.

Les eurodéputés du RN siègent ainsi au sein du groupe Identité et démocratie avec ceux de la Ligue de Matteo Salvini, un pilier de la majorité de M^{me} Meloni. Le parti de cette dernière, Fratelli d’Italia, est allié à Reconquête !, – ancien parti de Marion Maréchal – au sein des Conservateurs et réformistes européens. Forza Italia d’Antonio Tajani, qui représente la droite classique au sein de l’exécutif à Rome, adhère pour sa part au Parti populaire européen (PPE) dont Les Républicains – formation d’origine d’Eric Ciotti – sont une des composantes.

En Italie, l’alliance des trois droites remonte aux élections législatives de 1994. D’abord dominée par Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi (1936-2023), elle est passée sous la coupe de la Ligue de Matteo Salvini aux élections législatives de 2018 avant d’être prise en main par Fratelli d’Italia, le parti de Giorgia Meloni. Maintenant

qu'ils la dominent, les hauts cadres du parti de M^me^ Meloni qualifient l'union des droites voulue par Silvio Berlusconi de « visionnaire ».

Bien que l'alliance traditionnelle au Parlement de Strasbourg entre PPE, sociaux-démocrates et libéraux de Renew Europe – où siègent les macronistes – soit majoritaire au sortir des élections qui se sont achevées le 9 juin, la présidente du conseil italien continue d'appeler de ses vœux la reproduction au niveau européen d'une majorité de « centre droit » sur le modèle de l'entente des trois familles de la droite italienne.

Les recompositions en cours à droite de l'hémicycle européen, où Fratelli d'Italia entend entrer dans une forme d'alliance avec le RN, et les tractations en vue de l'élection à la présidence de la Commission européenne servent d'arrière-fond à la rhétorique portée par la dirigeante italienne et ses amis politiques depuis le succès de leur parti aux élections européennes (28,9 % des voix).

Le discours de Giorgia Meloni sur l'union des droites européennes intervient cependant après un début de mandat passé à donner des gages à Bruxelles et à prôner une approche nouvelle sur le dossier migratoire.

Celle qui accusait l'Union européenne d'être un *« comité d'usuriers »* complice avec la *« haute finance »* d'un projet de remplacement ethnique des Européens s'est appuyée sur Bruxelles pour construire sa politique migratoire. Elle s'est félicitée de la conclusion du pacte européen sur la migration et l'asile fin 2023, un texte rejeté par Marine Le Pen. Giorgia Meloni s'est aussi rapprochée de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, autre cible de l'extrême droite française, notamment sur le dossier migratoire, pour appuyer son programme en la matière.

Droits civiques attaqués

Giorgia Meloni a fait le choix stratégique de s'attaquer aux migrations illégales dans leur dimension externe, en passant des accords avec les pays de transit et de départ, en mettant en avant dans ses discours la lutte contre les *« trafiquants d'êtres humains »* et en favorisant les voies légales. Elle a pu le faire avec la bénédiction de Bruxelles, Ursula von der Leyen ayant systématiquement légitimé les initiatives de

Giorgia Meloni en signant des accords avec la Tunisie et l'Egypte ou en l'accompagnant à Lampedusa (Italie) lors d'un afflux exceptionnel de migrants en septembre 2023. Le leadership européen qu'entend exercer la présidente du conseil italien en matière migratoire a contribué à ses efforts d'institutionnalisation au sein de l'Union et au-delà.

Hors de la scène européenne pourtant, sur le front intérieur, le « modèle » italien montre cependant que la normalisation s'arrête lors de la prise du pouvoir. *« C'est nous qui avons fait entrer au gouvernement la Ligue et les fascistes. C'est nous qui les avons légitimés, c'est nous qui les avons constitutionnalisés »*, se targuait, en 2019, Silvio Berlusconi s'offusquant de la dérive souverainiste de ses alliés. Maintenant que le « centre droit » est dominé par Giorgia Meloni, il n'est plus question de se *« constitutionnaliser »*, mais de remettre en cause l'esprit de la Constitution issue de l'antifascisme et de la Résistance.

« Mère de toutes les réformes » selon la cheffe de l'exécutif, la transformation institutionnelle portée par le gouvernement italien, actuellement examinée au Parlement et destinée à être soumise à un référendum, doit aboutir à un renforcement considérable d'un président du conseil qui serait élu au suffrage universel. Cette évolution se ferait au détriment des pouvoirs du président de la République, élu par le Parlement, garant traditionnel des valeurs démocratiques.

Déjà, par touches, des droits civiques sont attaqués. Un jour, un amendement encourageant les militants anti-IVG à agir dans des cliniques où ils sont déjà très présents. Un autre, une circulaire ministérielle demandant aux préfets de ne pas avaliser la reconnaissance par les maires de la parentalité des couples homosexuels. Et c'est ainsi que les Italiens se retrouvent, pas à pas, dans un pays différent.